# PARTICIPER À LA CONNAISSANCE COLLECTIVE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

**Entretien avec Valérie Masson-Delmotte sur les changements du réchauffement climatique. Ces changements déjà perceptibles révèlent jour après jour les conséquences de ce « nouveau climat ».**

Les changements déjà perceptibles du réchauffement climatique révèlent jour après jour les conséquences de ce « nouveau climat » et les vulnérabilités des écosystèmes et des sociétés humaines. De nouvelles connaissances scientifiques permettent de mieux cerner l'évolution à court, moyen et long terme du climat, d'évaluer les risques climatiques pour chaque région ou chaque secteur d'activité, et les solutions pour gérer ces risques par l'adaptation et l'action pour réduire les rejets de gaz à effet de serre. Le GIEC mobilise des chercheurs du monde entier afin d'évaluer l'état des connaissances vis-à-vis du changement climatique et des options d'action, et les transmettre aux décideurs politiques. Rencontre avec Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue au laboratoire LSCE (CEA-CNRS-UVSQ/IPSL) et coprésidente du groupe 1 du GIEC qui évalue la science physique du changement climatique.

Pouvez-vous nous rappeler ce qu'est le GIEC ?

Cet organisme intergouvernemental a été créé en 1988 par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Pro-gramme pour l'Environnement des Nations Unies (PNUE). Il mobilise des chercheurs de toutes disciplines, y compris les sciences sociales, et de toutes les régions du monde pour rédiger des rapports faisant le point sur l'état des connais-sances, en passant en revue la littérature scientifique, tech-nique et socio économique. Ces chercheurs effectuent ce travail très prenant, non rémunéré, en plus de leur travail de recherche ou d'enseignement. Le GIEC mobilise également des relecteurs, issus de la communauté scientifique interna-tionale ou nommés par les gouvernements. Cette relecture, qui mobilise des centaines d'experts, joue un rôle clé pour produire l'évaluation la plus rigoureuse, exhaustive, objective et transparente possible.

Le GIEC est organisé en trois groupes : le groupe 1 étudie les principes physiques du changement climatique, le groupe 2 les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation au changement et le groupe 3 les moyens de l'atténuer en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Chaque groupe est piloté par deux coprésidents venant d'un pays en développement et d'un pays développé.

### En quoi consiste votre rôle ?

Il est multiple : assurer une veille scientifique, instruire les propositions de thématiques de rapports, organiser les réunions de cadrage, faire la sélection des auteurs des rapports. Nous aidons les auteurs en organisant leurs réunions de travail, en les guidant dans l'utilisation des procédures pour passer en revue la littérature scientifique et formaliser le degré de confiance accordé à leurs conclusions. Nous supervisons le processus de relecture et la rédaction des résumés pour décideurs. Notre unité d'appui technique fait aussi de nombreuses propositions pour améliorer la clarté et la communication qui est faite de ces rapports scientifiques. Dans le groupe 1, que je copréside avec un homologue chinois, notre rapport complet mobilise, depuis juin 2018, 230 auteurs de plus de 60 pays. Ils préparent actuellement le premier jet du rapport, qui sera ouvert à la relecture critique d'avril à juin 2019, pour un rapport qui sera ensuite révisé puis à nouveau partira en relecture avant d'être soumis pour approbation des différents gouvernements en avril 2021.

### Qu'en est-il des rapports intermédiaires ?

Le GIEC prépare effectivement des « rapports spéciaux » sur des thématiques proposées par les gouvernements ou les organisations observatrices du GIEC. Nous avons ainsi publié en octobre 2018 un rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement climatique à 1,5°C, suite à une invitation exprimée par la COP21 en 2015. Deux autres sont en préparation : le premier, sur le changement climatique et l'usage des terres, qui intégrera les enjeux liés au changement climatique, à la désertification et la

dégradation des terres, à la sécurité alimentaire, la gestion durable des terres et la gestion des risques ; le second, sur l'impact du changement climatique sur les océans et la cryosphère (neige, glaces, sols gelés). Le GIEC prépare aussi pour mai un rapport spécial sur la méthodologie des inventaires nationaux de gaz à effet de serre, afin que chaque pays puisse évaluer précisément les émissions de chaque secteur d'activité dans le cadre du suivi mondial de ces émissions.

### Que faut-il retenir du rapport sur les conséquences d'un réchauffement climatique à 1,5° C ?

Actuellement, nous en sommes à +1°C et ce réchauffement affecte déjà les populations, les écosystèmes et les moyens de subsistance. Il y a des avantages indiscutables à limiter le réchauffement à 1,5°C plutôt que 2°C ou plus, par rapport aux risques climatiques et aux implications en termes de sécurité humaine et de préservation de la biodiversité terrestre et marine. Chaque demi-degré compte. Nous entrerons dans un monde 1,5°C plus chaud, au rythme actuel du réchauffement, entre 2030 et 2050…

De nombreuses options sont déjà disponibles pour agir maintenant, et la coopération, l' éducation, la formation, l'innovation sociale et technologique, la réorientation des investissements vers l'efficacité énergétique et les solutions bas carbone sont des conditions essentielles de faisabilité. Ces transitions sont également facilitées si l'on agit sur la demande (énergie, matériaux, alimentation sobre en carbone). Pour avoir une chance de contenir le réchauffement à 1,5°C, il faudrait que les émissions mondiales de CO2 diminuent d'un facteur deux d'ici à 2030 puis soient globalement nulles à horizon 2050. Pour contenir le réchauffement à 2°C, la marge de manœuvre est un peu plus grande mais c'est la même trajectoire, une baisse de l'ordre de 25 % d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2070. Chaque année compte. Enfin, ce rapport montre que limiter le réchauffement à 1,5°C peut être associé à l'amélioration du bien-être humain et la préservation de la biodiversité, à condition de construire des transitions éthiques, équitables et justes, en faisant des choix intelligents pour optimiser les bénéfices pour les autres aspects du développement durable, et en mettant l'attention sur ceux qui sont les plus vulnérables face aux risques climatiques et aux conséquences des politiques publiques. En ce sens, chaque choix compte. C'est une occasion de transformer nos sociétés pour construire un modèle de développement différent, plus « durable », avec plus de sobriété dans certains pays à forts impacts sur le climat et plus de sécurité dans les zones sensibles aux aléas climatiques.

### Qu'avez-vous pensé de la réaction mondiale à la sortie du rapport ?

Nous avons été très agréablement surpris : il était manifestement très attendu. Nous avons enregistré plusieurs millions de clics dès sa mise en ligne et les médias du monde

entier en ont beaucoup parlé. Il a donc trouvé un écho fort, parfois davantage axé sur les risques que sur les solutions et les options permettant d'agir à tous les niveaux, dans la vie quotidienne, à l'échelle des collectivités territoriales, des différents secteurs d'activité. La notion de transition éthique et juste est essentielle, et notre rapport souligne l' importance des processus délibératifs pour que chacun puisse s'approprier les enjeux et agir à sa mesure. Lors de sa présentation officielle à la COP24 de décembre, à Katowice en Pologne, ce rapport a suscité un intérêt très vif. Malgré la co-construction du rapport avec des représentants des gouvernements et son approbation par les délégués de tous les pays, certains pays dont l'économie dépend de la production d'énergies fossiles (l' Arabie Saoudite, le Koweït, la Russie et les États-Unis) n'ont pas souhaité en accueillir explicitement les conclusions clés dans le cadre des négociations internationales sur les politiques climatiques.

Comment en êtes-vous arrivée à coprésider un groupe du GIEC ?
Je participe aux rapports d'évaluation du GIEC depuis 2004. J'ai d'abord été auteur pour le 4e rapport d'évaluation des changements climatiques de 2007. J'ai ensuite coordonné le chapitre sur les climats passés et participé à la rédaction du résumé pour décideurs dans le 5e rapport de 2013-2014. Puis, j'ai été encouragée à candidater pour la coprésidence sur la période 2015-2023, pour le 6e rapport de 2022. C'est un travail très prenant mais c'est un honneur d'y contribuer et c'est très stimulant vis à vis de collaborations intenses et de la place de la science dans la société : j'y ai gagné en rencontres, en connaissances et en profondeur de réflexion... au-delà de ce que j'aurais pu imaginer !

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Suivez Valérie Masson-Delmotte sur Twitter : @valmasdel